

Répression du Hirak en Algérie : Solidarité avec Kaddour Chouicha et Djamila Loukil

17 mai 2021



Répression du Hirak en Algérie

Solidarité avec Kaddour Chouicha et Djamila Loukil

Paris, le 16/05/2021

Kaddour Chouicha est coordonnateur du SESS (syndicat des Enseignants du Supérieur Solidaires) affilié à la CGATA (Confédération Générale Autonome des travailleurs en Algérie). Il est également connu à Oran et dans toute l'Algérie comme un défenseur des droits humains au sein de la LADDH (Ligue Algérienne de Défense des Droits Humains). Djamila Loukil, sa femme, est journaliste et couvre notamment les manifestations du Hirak. Ces crimes, aux yeux du pouvoir algérien, leur valent d'être mis en examen aujourd'hui pour activités "terroristes", "complot"... des accusations qui encourent des condamnations pouvant aller jusqu'à la peine capitale.. Kaddour Chouicha a déjà fait un mois de prison avant d'être relâché et reconnu, de fait, non coupable des accusations du régime et d'un système judiciaire contrôlé par le pouvoir. Etant donné la gravité des accusations actuelles et le fonctionnement de la justice algérienne qui prononce des peines, de prison notamment, à tour de bras dans la période, Kaddour Chouicha et Djamila Loukil risquent d'être placés sous mandat de dépôt dans les prochains jours, ce qui signifie emprisonné-es pour une durée indéfinie. L'état de santé de Kaddour Chouicha nécessite des soins et des traitements qui lui avaient été refusés dans un premier temps lorsqu'il a été précédemment emprisonné. Le traitement des prisonniers politiques en ce moment est alarmant et devrait faire réagir l'ensemble des États qui se disent démocratiques, dont la France.

Le pouvoir algérien est aux abois, il fait face à une mobilisation populaire, le Hirak, qui ne faiblit pas et a repris de plus belle après une pause de plusieurs mois liée à la pandémie. Ces accusations ne font pas illusion en Algérie, les ficelles sont grossières et usées, et on sait que, pour tuer la mobilisation, l'accusation de "terrorisme" sans lien avec la moindre réalité est l'ultime ressort du régime pour réprimer. Le régime algérien sait aussi comment effrayer et maintenir à distance les autres États en instrumentalisant les menaces et les attaques dont différents pays ont été les victimes par le passé et encore récemment, et ce par de véritables terroristes, Kaddour Chouicha est un syndicaliste et un militant des droits humains, ce que les véritables terroristes visent aussi.

La CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires demandent l'arrêt immédiat des poursuites contre Kaddour Chouicha et Jamila Loukil et plus généralement contre les manifestant-es du Hirak et exigent également que nos camarades cessent d'être harcelés par la police.

La CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires, demandent la mise en liberté immédiate de tous et toutes les prisonnier-es politiques en Algérie.

Le gouvernement français doit cesser de soutenir tacitement le régime algérien et la répression violente de sa population.

Paris, le 16/05/2021

Kaddour Chouicha est coordonnateur du SESS (syndicat des Enseignants du Supérieur Solidaires) affilié à la CGATA (Confédération Générale Autonome des travailleurs en Algérie). Il est également connu à Oran et dans toute l'Algérie comme un défenseur des droits humains au sein de la LADDH (Ligue Algérienne de Défense des Droits Humains). Djamila Loukil, sa femme, est journaliste et couvre notamment les manifestations du Hirak. Ces crimes, aux yeux du pouvoir algérien, leur valent d'être mis en examen aujourd'hui pour activités "terroristes", "complot"... des accusations qui encourent des condamnations pouvant aller jusqu'à la peine capitale.. Kaddour Chouicha a déjà fait un mois de prison avant d'être relâché et reconnu, de fait, non coupable des accusations du régime et d'un système judiciaire contrôlé par le pouvoir. Etant donné la gravité des accusations actuelles et le fonctionnement de la justice algérienne qui prononce des peines, de prison notamment, à tour de bras dans la période, Kaddour Chouicha et Djamila Loukil risquent d'être placés sous mandat de dépôt dans les prochains jours, ce qui signifie emprisonné-es pour une durée indéfinie. L'état de santé de Kaddour Chouicha nécessite des soins et des traitements qui lui avaient été refusés dans un premier temps lorsqu'il a été précédemment

emprisonné. Le traitement des prisonniers politiques en ce moment est alarmant et devrait faire réagir l'ensemble des Etats qui se disent démocratiques, dont la France.

Le pouvoir algérien est aux abois, il fait face à une mobilisation populaire, le Hirak, qui ne faiblit pas et a repris de plus belle après une pause de plusieurs mois liée à la pandémie. Ces accusations ne font pas illusion en Algérie, les ficelles sont grossières et usées, et on sait que, pour tuer la mobilisation, l'accusation de "terrorisme" sans lien avec la moindre réalité est l'ultime ressort du régime pour réprimer. Le régime algérien sait aussi comment effrayer et maintenir à distance les autres Etats en instrumentalisant les menaces et les attaques dont différents pays ont été les victimes par le passé et encore récemment, et ce par de véritables terroristes. Kaddour Chouicha est un syndicaliste et un militant des droits humains, ce que les véritables terroristes visent aussi.

La CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires demandent l'arrêt immédiat des poursuites contre Kaddour Chouicha et Jamila Loukil et plus généralement contre les manifestant-es du Hirak et exigent également que nos camarades cessent d'être harcelés par la police.

La CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires, demandent la mise en liberté immédiate de tous et toutes les prisonnier-es politiques en Algérie.

Le gouvernement français doit cesser de soutenir tacitement le régime algérien et la répression violente de sa population.



Répression du Hirak en Algérie

Solidarité avec Kaddour Chouicha et Djamila Loukil

Paris, le 16/05/2021

Kaddour Chouicha est coordonnateur du SESS (syndicat des Enseignants du Supérieur Solidaires) affilié à la CGATA (Confédération Générale Autonome des travailleurs en Algérie). Il est également connu à Oran et dans toute l'Algérie comme un défenseur des droits humains au sein de la LADDH (Ligue Algérienne de Défense des Droits Humains). Djamila Loukil, sa femme, est journaliste et couvre notamment les manifestations du Hirak. Ces crimes, aux yeux du pouvoir algérien, leur valent d'être mis en examen aujourd'hui pour activités "terroristes", "complot"... des accusations qui encourent des condamnations pouvant aller jusqu'à la peine capitale.. Kaddour Chouicha a déjà fait un mois de prison avant d'être relâché et reconnu, de fait, non coupable des accusations du régime et d'un système judiciaire contrôlé par le pouvoir. Etant donné la gravité des accusations actuelles et le fonctionnement de la justice algérienne qui prononce des peines, de prison notamment, à tour de bras dans la période, Kaddour Chouicha et Djamila Loukil risquent d'être placés sous mandat de dépôt dans les prochains jours, ce qui signifie emprisonné-es pour une durée indéfinie. L'état de santé de Kaddour Chouicha nécessite des soins et des traitements qui lui avaient été refusés dans un premier temps lorsqu'il a été précédemment emprisonné. Le traitement des prisonniers politiques en ce moment est alarmant et devrait faire réagir l'ensemble des Etats qui se disent démocratiques, dont la France.

Le pouvoir algérien est aux abois, il fait face à une mobilisation populaire, le Hirak, qui ne faiblit pas et a repris de plus belle après une pause de plusieurs mois liée à la pandémie. Ces accusations ne font pas illusion en Algérie, les ficelles sont grossières et usées, et on sait que, pour tuer la mobilisation, l'accusation de "terrorisme" sans lien avec la moindre réalité est l'ultime ressort du régime pour réprimer. Le régime algérien sait aussi comment effrayer et maintenir à distance les autres Etats en instrumentalisant les menaces et les attaques dont différents pays ont été les victimes par le passé et encore récemment, et ce par de véritables terroristes. Kaddour Chouicha est un syndicaliste et un militant des droits humains, ce que les véritables terroristes visent aussi.

La CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires demandent l'arrêt immédiat des poursuites contre Kaddour Chouicha et Jamila Loukil et plus généralement contre les manifestant-es du Hirak et exigent également que nos camarades cessent d'être harcelés par la police.

La CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires, demandent la mise en liberté immédiate de tous et toutes les prisonnier-es politiques en Algérie.

Le gouvernement français doit cesser de soutenir tacitement le régime algérien et la répression violente de sa population.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Repression-du-Hirak-en-Algerie-Solidarite-avec-Kaddour-Chouicha-et-Djamila>